

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15



www.journal-officiel.gouv.fr

Associations

Fondations d'entreprise

Associations syndicales de propriétaires

Fonds de dotation

Fondations partenariales

Annonce n° 2126

17 - Charente-Maritime

ASSOCIATIONS SYNDICALES DE PROPRIÉTAIRES

Créations

Déclaration à la sous-préfecture de Rochefort

ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DE PROPRIÉTAIRES DES LOTISSEMENTS LES FLORALES 1 ET 2

Objet : l'acquisition des terrains et équipements communs établis pour l'usage des lotissements, selon les conditions précisées par l'article 21 ci-dessous. La gestion et l'entretien de ces terrains et équipements. Leur cession éventuelle à une personne morale de droit public. A ce titre, elle peut agir en justice, acquérir, vendre, échanger, transiger, emprunter et hypothéquer sous réserve de l'accomplissement des formalités de publicité prévues à l'article 20. Seuls participeront aux dépenses de gestion des équipements communs les membres de l'Association Syndicale, acquéreurs de lots. Tant que tous les terrains et les équipements communs n'ont pas été pris en charge par des Services Publics ou les personnes morales de droit public concernées, l'Association Syndicale, qui conserve la propriété de tout ou partie de ces terrains et équipements communs a pour mission : de traiter avec des fournisseurs ou entrepreneurs pour assurer l'entretien, les réparations ou l'amélioration des équipements collectifs. De souscrire toute police d'assurance, contrat d'entretien, abonnement d'électricité notamment pour les espaces verts, l'assainissement des eaux pluviales, le dispositif de défense contre l'incendie et l'éclairage des voies nouvelles. De payer les dépenses correspondantes, et tous les frais que leur fonctionnement entraîne. De répartir ces dépenses entre les membres de l'Association et d'en assurer le recouvrement. D'assurer la police des espaces et équipements communs des lotissements, et d'une façon générale, de veiller à l'application du cahier des charges et des règlements des lotissements. D'assurer le respect des prescriptions édictées dans le dossier d'étude du traitement des eaux pluviales établi par le bureau d'études Eau Méga

Siège social : 2, allée de Champart, Lotissement les Florales, 17132 Meschers sur Gironde

Date de délivrance du récépissé : 28 septembre 2020